

Appui Région Grand Est auprès des acteurs du PCRS dans la Meuse

Compte-rendu de la réunion du 31/01/2025



1. VERSIONS

VERSION	DATE	OBSERVATION
01	24/02/2025	Rédaction de la version initiale (Bruno IRATCHET)
02	06/03/2025	Vérification et correction

2. MODALITES D'ORGANISATION

Date : 31/01/2025

Horaires : 10h00 / 11h00

Lieu : VISIO (Teams)

Ordre du jour :

1. Introduction (tour de table)
2. Etat des lieux du PCRS dans la Meuse
3. Faisabilité d'un PCRS départemental
4. Prochaines étapes

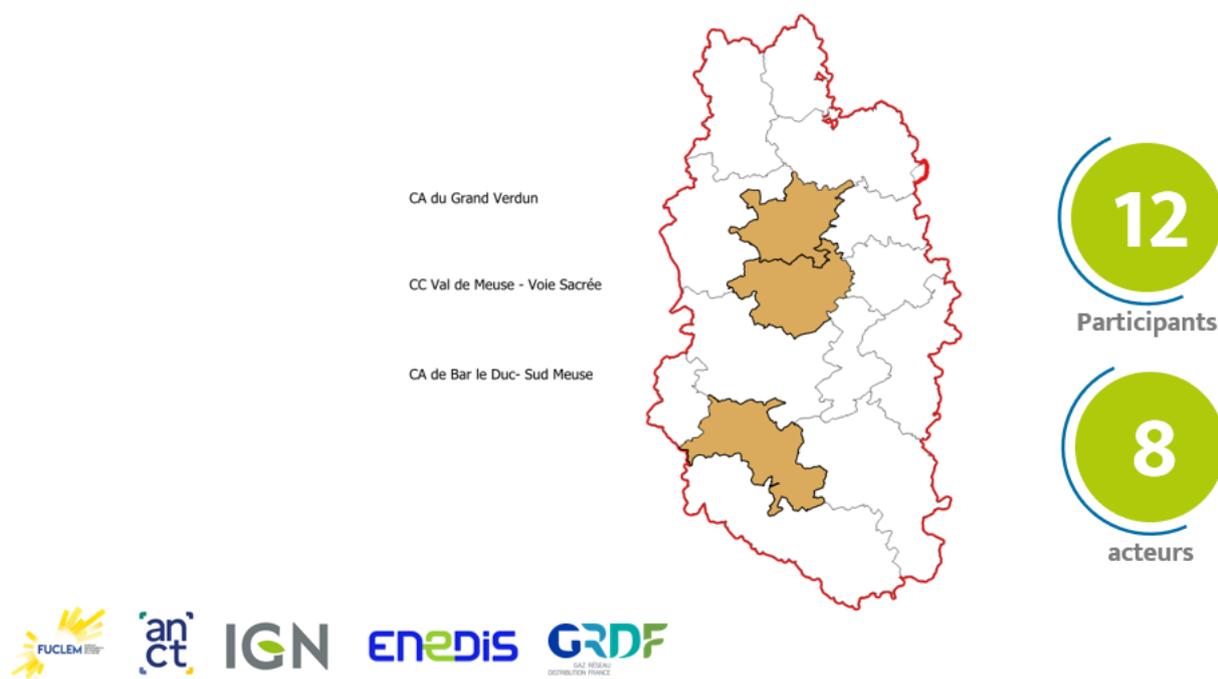
Pièces complémentaires :

- Supports de présentations
- Page web du groupe de travail <https://www.datagrandest.fr/portail/fr/projets/pcrs>
- Contacter le groupe de travail : pcrs@datagrandest.fr
- Aide financière à la production, acquisition et partage de données : <https://www.datagrandest.fr/portail/fr/aide-financement-referentiels-ouverts>

4. PARTICIPANTS

Un tour de table permet aux participants de se présenter.

	IDENTITE	ORGANISME
1	Liudmila CORDIER	GRDF Resp. agence Région Est
2	Elise THEVENIN	FUCLEM ¹
3	Pascal PIERRE	FUCLEM, Directeur
4	Jean-Marc RUCK	Enedis
5	Maxime BIROLINI	Grand Verdun, géomaticien
6	Arnaud MOREAU	CA Bar le Duc Meuse Grand Sud, DGA
7	Jean-Michel JEANSON	CA Bar le Duc
8	Laurent GILET	IGN, Délégué régional
9	Rosaine BUANIC	ANCT, pcrs.beta.gouv.fr
10	Guillaume RYCKELYNCK	DataGrandEst, coordinateur
11	Jean-Pierre RODRIGUEZ	Région Grand Est
12	Bruno IRATCHET	REALIA (AMO DataGrandEst)



Carte 1 - Les acteurs du PCRS dans la Meuse

5. ETAT DES LIEUX

GRDF : pas de projet PCRS départemental dans la Meuse. Plus intéressé par du vecteur, mais sait aussi travailler avec du raster. Ils attendent voir la convention qui sera utilisé entre l'acteur qui se portera comme APLC et les acteurs privés.

¹ Syndicat mixte Fédération Unifiée des Collectivités Locales pour l'Electrification en Meuse (FUCLEM)

FUCLEM : la taille de la structure ne permet pas de s'engager sur ce type de projet. De plus, ils ne sont pas responsables de l'éclairage public et leur régime est urbain. C'est pour ces raisons, qu'ils ne sont pas intéressés de porter comme APLC. FUCLEM conseille de se tourner vers :

- Les acteurs des réseaux d'eau, qui sont déjà fédérés autour d'un SATE (Service d'Assistance Technique de l'Eau), porté par le CD55.
- Le conseil départementale (CD55)
- Les CA qui ont compétences d'éclairage public.

Enedis : actuellement, utilisation de ses fonds de plan (FDP) pour géoréférencer leurs réseaux. Pour ne pas prendre de retard, acquisition sur fonds propres des orthos sur la CA du Grand Verdun et Val-de-Meuse depuis sept. 2022, puis sur Bar-le-Duc Sud Meuse en mai 2023 ; ces données pourraient être mises à disposition dans le cadre de conventions dont les conditions sont à définir. Enedis dispose de données sur 20% du département. Pour Enedis, l'idéal serait une structure départementale qui se déclare APLC pour engager le FEDER, et Enedis devient cofinanceur au côté des collectivités. Intéressé par les couples stéréoscopiques produits lors des vols.

Grand Verdun : Mr BAUDSON (Enedis) s'est présenté en 2024, une réunion est prévue semaine prochaine (avec Enedis).

Bar-le-Duc : pas de SIG mutualisé transversal. Des projets QGIS pour la voirie, l'éclairage public et les réseaux d'eau. Recherche d'une solution SIG mutualisée avec un acteur qui porte la mutualisation. Nous avons rencontré Mr BAUDSON (Enedis) mais manque de moyens financiers et humains.

ANCT : le CD54 n'a pas de projet départemental, quid d'une mutualisation des deux départements ?

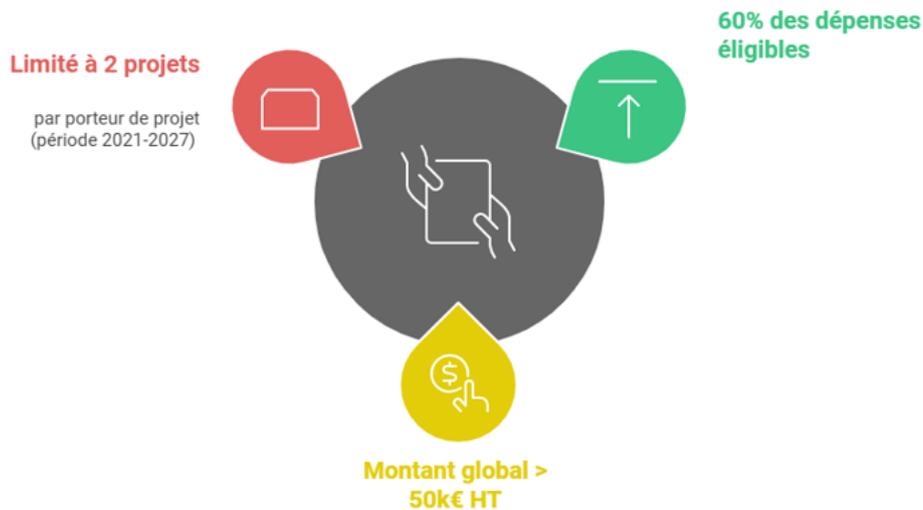
Enedis : mais le 54 dispose d'un régime d'électrification urbain. Dans ce département, 3 EPCI se sont lancés, et Enedis va encourager les 4 autres. Dans le 51, les collectivités ont confié la mission de mutualisation à un bureau d'étude (Patrick SIMON, élu référent SIG du SIEM).

6. AIDES FINANCIERES DE LA REGION (FEDER)

Jean-Pierre RODRIGUEZ rappelle les aides possibles.



Facteurs définissant l'éligibilité à l'aide FEDER



7. PROCHAINES ETAPES

Les acteurs partageront avec DataGrandEst leurs avancées (réunions Enedis).
Le CD55 pourrait être sollicité pour une prise de position officielle, mais la collectivité départementale était déjà invitée ce jour.